

La présence française au Liban

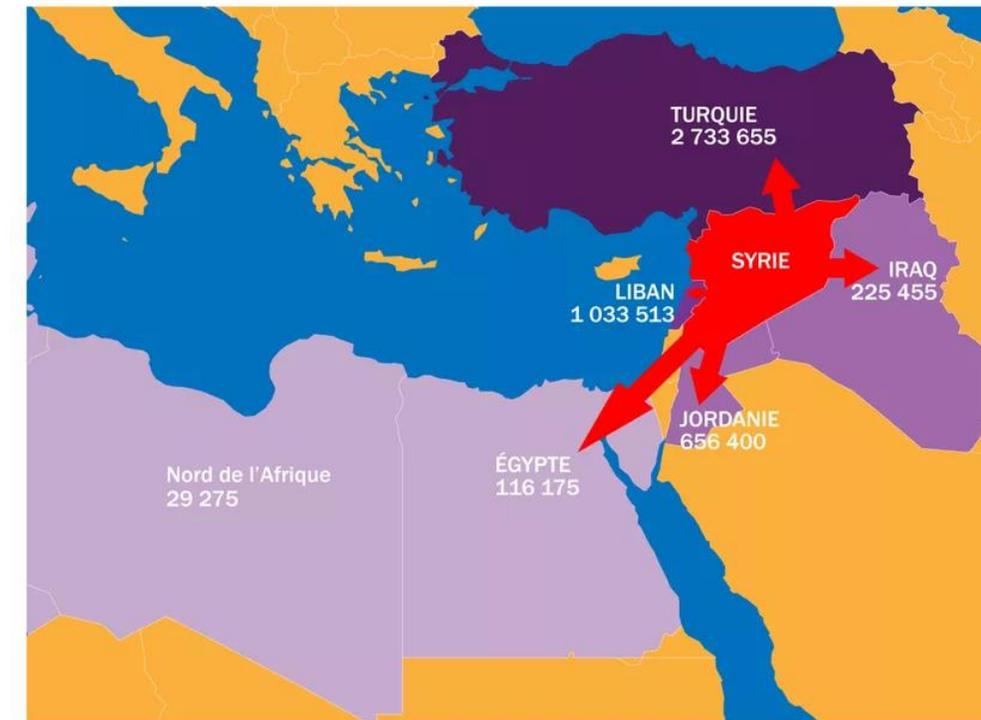
Sources : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/liban/relations-bilaterales/> ;
<https://libnanews.com/liban-onu-israel-usa-france-resolution-1701/> ;
<https://www.un.org/press/fr/2020/sc14289.doc.htm> ; <https://www.franceculture.fr/geopolitique/guerre-en-syrie-le-liban-accueille-le-quart-des-refugies-syriens-dans-la-region> ; <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/09/01/visite-du-president-emmanuel-macron-au-liban-moins-dun-mois-apres-lexplosion-au-port-de-beyrouth> ; <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/08/06/liban-conference-de-presse-du-president-emmanuel-macron-depuis-beyrouth> ; <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/08/06/declaration-du-president-emmanuel-macron-a-son-arrivee-au-liban-deux-jours-apres-lexplosion-au-port-de-beyrouth> ;
<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/08/09/conference-internationale-de-soutien-et-dappui-a-beyrouth-et-au-peuple-libanais> ; <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/09/27/conference-de-presse-du-president-emmanuel-macron-sur-la-situation-au-liban>

Le contexte libanais

- Un pays qui traverse une crise politique et économique très profonde et qui fait suite à plusieurs guerres civiles
- Un pays caractérisé par les conséquences de la crise humanitaire en Syrie et l'un des pays qui accueille le plus de réfugiés syriens
- Le soutien de la communauté internationale pour faire en sorte que les autorités libanaises mettent en place les réformes politiques et économiques demandées par le peuple libanais

Répartition des réfugiés syriens dans les pays voisins

Depuis le début de la guerre, un quart des Syriens ont quitté leur pays, soit 4 794 473 de personnes.



Source : UNHCR, gouvernement Turc

Les relations franco-libanaises

- Des relations sur plusieurs volets
- En termes politiques, la France est l'un des principaux partenaires politiques du Liban pour assurer
 - ✓ la stabilité, l'unité, l'indépendance et la souveraineté du Liban ;
 - ✓ le renforcement des institutions de l'État libanais afin d'asseoir l'autorité de celui-ci sur l'ensemble du territoire libanais ;
 - ✓ les aspirations exprimées par le peuple libanais en matière de réformes et de gouvernance
- Des relations économiques importantes : en 2018
 - ✓ la France est le septième fournisseur du Liban (derrière la Chine, la Grèce, l'Italie, les États-Unis, l'Allemagne et la Turquie) ;
 - ✓ près d'une centaine d'entreprises françaises sont présentes au Liban dans des secteurs variés : agro-alimentaire, télécommunications, grande distribution, industrie pétrolière et services financiers

La coopération culturelle, scientifique et technique

- Cinq objectifs principaux :
 - ✓ la consolidation de l'État de droit ;
 - ✓ le développement économique et social ;
 - ✓ la protection de l'environnement et du patrimoine ;
 - ✓ la coopération universitaire et la recherche ;
 - ✓ les échanges culturels et le débat d'idées
- Le Liban est membre de la Francophonie, et la promotion de la langue française y est un impératif stratégique

La coopération sécuritaire et humanitaire

- La coopération bilatérale franco-libanaise dans le domaine de la sécurité intérieure, de la protection civile et dans le domaine militaire est dense
- La France contribue au renforcement des forces armées libanaises (FAL) en les aidant à remplir leurs missions sur l'ensemble du territoire, notamment dans la zone relevant de la compétence de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), où l'armée libanaise devra progressivement assumer l'intégralité des missions assurées aujourd'hui par la force des Nations unies (résolution n° 1701 permettant un cessez-le-feu lors du conflit libano-israélien de juillet-août 2006)
- Depuis le début de la crise syrienne, la France apporte également une aide humanitaire substantielle au Liban, destinée tant aux réfugiés syriens et palestiniens (1,5 million pour une population totale de 6 millions) qu'aux Libanais les plus vulnérables

Les relations avec l'Union européenne

- L'Union européenne est un partenaire particulièrement important pour le Liban :
 - ✓ sur le plan politique, par son soutien en faveur de l'unité, de la stabilité et de l'indépendance du pays, son implication dans le suivi des résolutions adoptées aux Nations unies et son appui aux réformes politiques et économiques ;
 - ✓ sur le plan économique car l'UE est le premier partenaire commercial du Liban et représente environ un tiers de son commerce ;
 - ✓ sur le plan humanitaire, afin de soutenir le futur de la Syrie et de la région
- Le Liban et l'Union européenne (UE) sont liés par un accord d'association, signé à Luxembourg le 17 juin 2002 et entré en vigueur le 1er avril 2006
- En novembre 2016, le « compact UE-Liban 2016-2020 » sur les réformes et les priorités de développement au Liban face à la crise syrienne est adopté
- De 2017 à 2020, quatre conférences sont organisées à Bruxelles (dont la dernière les 22-30 juin 2020) pour soutenir l'effort du gouvernement et des citoyens libanais face à la crise syrienne
- Le 22 juillet 2013, l'UE a inscrit la branche armée du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes pour son implication dans des attentats commis sur le territoire de l'Union

4 août 2020 : l'explosion au port de Beyrouth

- Le Président de la République française se rend à Beyrouth, deux jours après l'explosion, et ensuite le 1^{er} septembre 2020, pour deux visites
- Une Conférence internationale de soutien et d'appui à Beyrouth et au peuple libanais est organisée, par visio-conférence, le 9 août 2020 au Fort de Brégançon
- Des conférences de presse sont organisées depuis Beyrouth et en France suite aux visites au Liban
- Les Nations Unies appellent la France à organiser la réponse et la mobilisation des secours au Liban

La Conférence internationale du 9 août 2020

« [U]ne conférence d'unité pour mettre en commun nos moyens pour répondre très concrètement dans les prochains jours, les prochaines semaines, aux besoins de la population de Beyrouth. Et nous le pouvons tous ensemble sous la coordination des Nations unies sur le terrain, en réponse aux appels d'urgence des agences et en mettant en commun les moyens matériels que nous pouvons déployer d'ores et déjà et que nous avons mobilisés » (Emmanuel Macron)

- Les Nations unies établissent les besoins du peuple libanais, dont la France se fait la porte-parole, dans un contexte touché par la crise migratoire suite à la guerre en Syrie :
 - ✓ la santé : les hôpitaux et infrastructures médicales ont été touchées, d'où des besoins immédiats en matériel et en médicaments;
 - ✓ l'alimentation : l'explosion a détruit les réserves et la sécurité alimentaire n'est plus garantie ;
 - ✓ l'éducation : de nombreuses écoles ont été détruites et de nombreux enfants doivent être pris en charge avec leurs familles ;
 - ✓ le logement/ la reconstruction : plus de 30 000 personnes ont besoin d'assistance, d'un hébergement et d'une reconstruction d'urgence

« L'objectif aujourd'hui est de faire vite, avec efficacité, de coordonner notre aide sur le terrain pour qu'elle aille le plus efficacement possible à la population libanaise. Cette offre d'assistance inclut également un soutien à une enquête impartiale, crédible, indépendante sur les causes de la catastrophe du 4 août. C'est une demande forte et légitime du peuple libanais. C'est une question de confiance et les moyens sont disponibles et doivent être mobilisés. » (Emmanuel Macron)

La Conférence de presse du Président de la République à la Résidence des Pins du 1^{er} septembre 2020

- L'occasion : le centenaire de la déclaration qui a donné naissance au Grand-Liban
- Les objectifs :
 - souligner l'amitié et le soutien de la France au peuple libanais, et mettre en évidence ce qui a été fait et ce qui reste à faire en rappelant les 4 priorités posées par l'ONU ;
 - l'agenda politique et l'agenda de réformes – les annonces et les engagements du gouvernement libanais face à la France et à la communauté internationale :

« Le Premier ministre a été désigné, ce à quoi l'ensemble des forces politiques [...] se sont tous engagés sans exception. C'est que, dans les tous prochains jours, un Gouvernement puisse être formé qui soit ce Gouvernement de mission, avec des personnalités compétentes, formé comme un collectif indépendant qui aura le soutien de toutes les formations politiques qui se sont engagées derrière le nom du Premier ministre et donc la formation de ce Gouvernement. Ce que je leur ai instamment demandé, ce sur quoi toutes les formations politiques sans exception se sont engagées ce soir ici même c'est que la formation de ce gouvernement ne prendrait pas plus de 15 jours. Les moyennes des dernières années sont, je le rappelle, entre, sous votre contrôle, 5 et 11 mois. Parce qu'on ne peut pas aujourd'hui considérer qu'on reprendrait les affaires comme à l'ordinaire. Ce serait une folie. Ce qui compte derrière c'est la feuille de route qui a été actée par l'ensemble des forces politiques [...] et cette fois-ci sans aucune exception. [...] Sur la gestion des suites de l'explosion et du soutien nécessaire à la population, à la reconstruction du port et des quartiers touchés, sur les réformes dans le secteur de l'électricité, le contrôle des transferts de capitaux, la gouvernance juridique et financière, sur l'audit indispensable du secteur financier de la banque centrale et les décisions qui en découleront, sur la lutte contre la corruption et la contrebande, sur la réforme des marchés publics, sur tous ces points, l'accord de tous a été acté ce soir. Cette feuille de route est la leur, elle est portée par ce gouvernement de mission. » (Emmanuel Macron)

La Conférence de presse du Président de la République à la Résidence des Pins du 1^{er} septembre 2020

« L'engagement que pour ma part je prends, c'est de tout faire face à cet agenda de réforme, et pour l'accompagner, pour mobiliser la communauté internationale en soutien, pour tout faire, pour préserver de tous les jeux de puissance régionaux et plus largement le Liban, mais aussi pour s'assurer que la communauté internationale accompagnera ces réformes du soutien financier [...] et peut-être lui donner encore plus de force. J'inviterai l'ensemble des forces politiques à ce rendez-vous, en marche de ce rendez-vous pour avoir un point d'étape parce que je ne crois qu'à la responsabilité. [...] Le rôle de la France est d'aller dans ce contexte chercher des soutiens internationaux. C'est ce sur quoi je m'engage devant vous ce soir. » (Emmanuel Macron)

La Conférence de presse du Président Emmanuel Macron sur la situation au Liban du 27 septembre 2020

- Le soutien de la France au peuple libanais :

« Je dois le dire, seule l'extraordinaire force du peuple libanais a permis au pays exsangue, épuisé, en colère, de préserver depuis ce qui pouvait encore l'être. La France a été là, à ses côtés, dès les premières heures, avec fraternité et bienveillance. Elle le sera toujours. » (Emmanuel Macron)

- La force du peuple libanais VS la classe politique libanaise, accusée de « corruption », de « trahison », de manque d'engagement et de responsabilité par la France en tant que porte-parole de la communauté internationale :

« Cette force et cette amitié indéfectible ont été prises en otage par une classe politique soumise au jeu mortifère de la corruption et de la terreur. Les responsabilités sont claires et établies. [...] Le 1er septembre, à la Résidence des Pins, l'ensemble des forces politiques libanaises avait pris l'engagement de former, dans les 15 jours qui venaient, un gouvernement de mission capable de mettre en œuvre une feuille de route précise de réformes, dont le contenu agréé par la communauté internationale demeure entièrement valable et nécessaire, avec un agenda à un mois et à trois mois. Ce qui s'est passé durant ces dernières heures, ces derniers jours, est au fond une clarification. Les forces politiques libanaises, leurs dirigeants, les dirigeants des institutions libanaises, n'ont pas souhaité clairement, résolument, explicitement, respecter l'engagement pris devant la France et la communauté internationale. Ils ont décidé, et je suis contraint d'en faire le constat cruel pour nous tous, un mois plus tard, de trahir cet engagement pris. [...] Les responsables politiques libanais ont rendu impossible par leurs sombres manœuvres la formation d'un gouvernement de mission capable de mener à bien les réformes. »

La Conférence de presse du Président Emmanuel Macron sur la situation au Liban du 27 septembre 2020

« Je décide donc de prendre acte de cette trahison collective et du refus des responsables libanais de s'engager de bonne foi dans le contrat que la France leur a proposé le 1er septembre dernier. Ils en portent l'entière responsabilité. Elle sera lourde et ils devront en répondre devant le peuple libanais. À ce peuple ami et frère, je redis aujourd'hui que la France ne l'abandonnera pas. D'abord parce que la feuille de route du 1er septembre demeure. Elle est la seule option viable. Elle est la seule initiative prise sur le plan national, régional et international. Elle demeure donc. Elle n'est pas retirée de la table. La constitution d'un gouvernement de mission dans les meilleurs délais - mais il appartient maintenant aux responsables libanais de saisir cette dernière chance, eux-mêmes, peut-être enfin. Mais au sein de cette feuille de route, les réformes et les actions sont indispensables pour le peuple libanais. C'est une nécessité en soi. C'est aussi la condition sine qua non, et je la réitère ici, pour que le Liban puisse bénéficier de l'aide internationale dont il a besoin pour la reconstruction et pour son avenir. [...] Quant à nous, nous en tirerons toutes les conséquences à chaque étape et donc en temps voulu. La France restera engagée aux côtés de ses amis libanais, du peuple libanais. J'adresse ce soir mon indéfectible soutien et ma profonde amitié à toutes les Libanaises et tous les Libanais. Nous pensons à vous sans cesse, nous sommes là pour vous et nous ne lâcherons jamais, jamais. »